

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES [CCAP]

MARCHÉ N° 848

MISSIONS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES AYANT POUR OBJET

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE CONTRÔLE

TECHNIQUE DE LA CONSTRUCTION ET DE

PRESTATIONS DE COORDINATION EN MATIÈRE DE

SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ.

ACHETEUR : UNIVERSITÉ DE LORRAINE

Direction du patrimoine immobilier

34 Cours Léopold

BP 25233

54052 NANCY CEDEX

CHAPITRE 1 : CLAUSES SPECIFIQUES

1) OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
1.1) Objet de l'accord-cadre	5
1.2) Allotissement et forme de l'accord-cadre	6
1.3) Tranches optionnelles	7
1.4) Pièces contractuelles.....	8
2) CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION LIÉES A L'ACCORD-CADRE.....	8
2.1) Exclusivité des commandes	9
2.2) Durée de l'accord-cadre	9
2.3) Durée des bons de commande ou des marchés subséquents.....	10
2.4) Délai(s) d'exécution des prestations.....	10
2.4.1) Délais de remise des documents de la mission de contrôle technique	10
2.4.2) Délais de remise des documents de la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé	10
2.5) Modalités de commande	10
2.5.1) Modalités d'émission des bons de commande.....	11
2.5.2) Modalités d'émission d'un prix nouveau à un bon de commande.....	12
2.5.3) Modalités de passation des marchés subséquents	14
2.5.2.1. Transmission de la demande du Maître d'Ouvrage	14
2.5.2.2. Réponse des Titulaires	15
2.5.2.3. Analyse des offres et désignation de l'attributaire	16
2.6) Conditions particulières d'exécution liées à la prise en compte d'objectifs de développement durable.....	17
2.3.1. Clause sociale d'insertion par l'activité économique.....	17
2.3.2. Conditions d'exécution à caractère environnemental	17
2.7) Clause de réexamen	19
2.7.1. Disparition de l'indice de révision des prix	19
2.7.2. Modification de la composition du groupement	19
2.7.3. Atteinte du montant maximum de l'accord-cadre	19
2.7.4. Prix nouveau au bordereau unitaire des prix	20

1) ORDRES DE SERVICE ET PROJETS DE COMMANDE	22
2) REALISATIONS DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	22
3) AFFERMISSEMENT DES TRANCHES	23
4) CONTINUITÉ DANS L'ÉXECUTION DES PRESTATIONS ET INTERLOCUTEUR UNIQUE ...	23
5) GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES	24
6) SOUS-TRAITANCE	25
7) ARRÊT D'UN BON DE COMMANDE OU D'UN MARCHÉ SUBSEQUENT EN COURS D'EXECUTION.....	25
8) PILOTAGE DU MARCHÉ ET REUNIONS AVEC LE MAÎTRE D'OUVRAGE	26
8.1) Réunions avec le représentant du Maître d'Ouvrage	26
8.2) Comptes rendus des réunions	26
9) FORMAT DES LIVRABLES	26
10) UTILISATION DES RESULTATS.....	27
11) ASSURANCES	27
12) DEONTOLOGIE.....	28
13) CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL.....	29
14) PRIX DU MARCHÉ	30
14.1) Forme et modalités de variation des prix	30
14.1.1. Lots n°1 à 3 et n°5 à 7	30
14.1.1. Lots n°4 et 8	32
15) AVANCE.....	33
16) ACOMPTES	34
17) MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	34
18) PENALITES	35
18.1) Pénalité de retard dans la transmission des livrables	36

18.2)	Pénalité pour absence de livrables	36
18.3)	Pénalité pour défaut de participation à l'accord-cadre	37
18.4)	Pénalité pour défaillance dans l'application des clauses spécifiques d'exécution environnementale	37
18.5)	Pénalité pour méconnaissance de la réglementation applicable au traitement des données à caractère personnel	37
19)	DECISION D'ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION OU DE REJET.....	38
20)	LITIGES	38
21)	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	39
22)	RESILIATION DU MARCHE.....	39
23)	DEROGATIONS.....	40

CHAPITRE 1 : CLAUSES SPECIFIQUES

1) OBJET DE L'ACCORD-CADRE

1.1) *Objet de l'accord-cadre*

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP ci-après) a pour objet la réalisation d'une mission de prestation intellectuelle concernant **ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE CONTRÔLE TECHNIQUE DE LA CONSTRUCTION ET DE PRESTATIONS DE COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ.**

Le présent accord-cadre porte sur des prestations de Contrôle Technique (CT) exécutées dans les conditions des articles L125-1 et suivants et R125-1 et suivants du Code de la construction de l'habitation ainsi que sur des prestations de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) conformément aux dispositions des articles L4511-1 et suivants et R4511-1 et suivants du Code du travail.

Le présent accord-cadre a pour objectif de mutualiser les besoins de l'Université de Lorraine. Ces missions couvrent principalement les opérations pilotées par la Direction du Patrimoine (DPI). De manière exceptionnelle, cet accord-cadre peut également s'appliquer aux opérations dont la maîtrise d'ouvrage est exercée directement par les sites, représentés dans leur conduite d'opération par les responsables techniques de site.

Le Titulaire peut donc être sollicité pour plusieurs missions dans une même période de temps. Il ne peut se prévaloir d'une demande de rallongement des délais ou de toute forme d'indemnisation ou prix supplémentaires à l'exécution de sa mission à ce titre.

Les intervenants en charge de la conduite d'opération, de la maîtrise d'œuvre et de la mission ordonnancement, pilotage et coordination sont précisés au Titulaire par le Maître d'Ouvrage lors de la commande.

Les prestations de l'accord-cadre se déroulent à (aux) adresse(s) suivante(s) : Meurthe-et-Moselle (54), Moselle (57), Vosges (88), Meuse (55). Le site d'exécution sera précisé au Titulaire lors de la commande selon le périmètre géographique du lot concerné.

Cet accord-cadre est passé sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à (en euros HT) :

- Lot 01 : Contrôleur technique - Lorraine Nord : 235 000 € (58 750 € par an)
- Lot 02 : Contrôleur technique - Lorraine Sud : 15 000 € (3 750 € par an)
- Lot 03 : Contrôleur technique – Nancy et Agglomération: 340 000 € (85 000 € par an)
- Lot 04 : Contrôleur technique - Multi-sites : 75 000 € (18 750 € par an)
- Lot 05 : Coordonnateur SPS niveau 2 et 3 - Lorraine Nord : 125 000 € (31 250 € par an)
- Lot 06 : Coordonnateur SPS niveau 2 et 3 - Lorraine Sud : 10 000 € (2 500 € par an)
- Lot 07 : Coordonnateur SPS niveau 2 et 3 – Nancy et Agglomération: 190 000 € (47 500 € par an)
- Lot 08 : Coordonnateur SPS niveau 1 - Multi-sites : 40 000 € (10 000 € par an)

Et pour la totalité de la durée de l'accord-cadre, soit 48 mois.

Le montant maximum de chaque lot ne constitue pas un engagement du Maître d'Ouvrage à un volume de commande et ne constitue donc pas pour le Titulaire à la création d'un droit à indemnisation dans le cas où ce montant ne serait pas atteint ou serait dépassé.

Dans le cas où le montant maximum d'un lot serait atteint avant l'échéance de l'accord-cadre, l'article 2.7 – Clause de réexamen peut être mise en œuvre par le Maître d'Ouvrage et donner lieu à la conclusion d'un avenant ou donner lieu à la fin anticipée du contrat.

1.2) Allotissement et forme de l'accord-cadre

Le CCAP s'applique à l'ensemble des lots. L'accord-cadre est scindé en plusieurs lots, présentés ci-dessous :

Lot 01 : Contrôleur technique - Lorraine Nord

Ce lot couvre les sites suivants : IUT Henri Poincaré, IUT Thionville-Yutz, Homécourt (GIFSI), Moselle Est (IUT Saint-Avold, IUT de Sarreguemines, IUT de Forbach), Campus Bridoux, Technopôle Nord, Technopôle Sud, Campus Île du Saulcy, INSPE de Montigny-lès-Metz.

Lot 02 : Contrôleur technique - Lorraine Sud

Ce lot couvre les sites suivants : IUT Hubert Curien - Épinal, Maison des étudiants d'Épinal, INSPE d'Épinal, ENSTIB, IUT de Saint-Dié-des-Vosges.

Lot 03 : Contrôleur technique – Nancy et Agglomération

Ce lot couvre les sites suivants : Campus Lettres et Sciences Humaines, Campus Manufacture (IECA, PHS, MSHL), Campus Carnot-Ravinelle, IUT Charlemagne, ENSIC, EEIGM, ENSGSI, Campus ARTEM, Présidence Lionnois, Présidence Léopold, INSPE de Maxéville, Télécom Nancy, IUT Nancy Brabois, UFR STAPS, Campus

Brabois Santé, Campus Brabois Ingénierie, Site Roubault, Campus Polytech, Pôle de l'eau, Campus Faculté des Sciences et Technologies, Ferme de La Bouzule, IUT de Lunéville, INSPE Bar-le-Duc.

Lot 04 : Contrôleur technique - Multi-sites

Ce lot couvre l'ensemble du patrimoine de l'Université de Lorraine pour les opérations de travaux de plus de 5 538 000 millions d'euros HT.

Lot 05 : Coordonnateur SPS niveau 2 et 3 - Lorraine Nord

Ce lot couvre les sites suivants : IUT Henri Poincaré, IUT Thionville-Yutz, Homécourt (GIFSI), Moselle Est (IUT Saint-Avold, IUT de Sarreguemines, IUT de Forbach), Campus Bridoux, Technopôle Nord, Technopôle Sud, Campus Île du Saulcy, INSPE de Montigny-lès-Metz.

Lot 06 : Coordonnateur SPS niveau 2 et 3 - Lorraine Sud

Ce lot couvre les sites suivants : IUT Hubert Curien - Épinal, Maison des étudiants d'Épinal, INSPE d'Épinal, ENSTIB, IUT de Saint-Dié-des-Vosges.

Lot 07 : Coordonnateur SPS niveau 2 et 3 – Nancy et Agglomération

Ce lot couvre les sites suivants : Campus Lettres et Sciences Humaines, Campus Manufacture (IECA, PHS, MSHL), Campus Carnot-Ravinelle, IUT Charlemagne, ENSIC, EEIGM, ENSGSI, Campus ARTEM, Présidence Lionnois, Présidence Léopold, INSPE de Maxéville, Télécom Nancy, IUT Nancy Brabois, UFR STAPS, Campus Brabois Santé, Campus Brabois Ingénierie, Site Roubault, Campus Polytech, Pôle de l'eau, Campus Faculté des Sciences et Technologies, Ferme de La Bouzule, IUT de Lunéville, INSPE Bar-le-Duc.

Lot 08 : Coordonnateur SPS niveau 1- Multi-sites

Ce lot couvre l'ensemble du patrimoine de l'Université de Lorraine pour les opérations de travaux de niveau 1.

Les lots n°4 et 8 sont multi-attributaires (4 Titulaires sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures et d'offres appropriées, régulières et acceptables. Si cette condition n'est pas remplie, l'accord-cadre sera régulièrement conclu avec minimum 2 Titulaires) et donnent lieu à la conclusion de marchés subséquents.

1.3) Tranches optionnelles

L'accord-cadre ne comporte pas de tranches. Les marchés subséquents ou les bons de commandes peuvent prévoir le fractionnement du marché (bon de commande ou marché subséquent) en une tranche ferme et une ou plusieurs tranches optionnelles.

1.4) Pièces contractuelles

Les documents contractuels régissant le présent accord-cadre et par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des clauses administratives générale des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) sont par ordre de priorité :

- L'acte d'Engagement ;
- Les avenants le cas échéant ;
- Le cahier des clauses administratives particulières ;
- Le cahier des clauses techniques particulières ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Pour les lots n° 1 à 4 uniquement:
 - La norme NF P03-100 relative aux critères généraux pour la contribution technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction
 - Le Décret n°99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique.
- Le bordereau des prix unitaires ;
- Les bons de commandes ou marchés subséquents émis par le Maître d'Ouvrage et leurs éventuelles annexes ;
- Les ordres de service du Maître d'Ouvrage ;
- Le cas échéant les actes spéciaux de sous-traitances et leurs avenants ;
- Le mémoire technique du Titulaire (cadre de réponse technique et ses annexes) ;
- Les livrables validés et remis après validation du Maître d'Ouvrage.

En cas de contradiction entre les différentes pièces contractuelles, il est fait application du document ou de l'interprétation la plus favorable au Maître d'Ouvrage. Aucune réserve apportée aux pièces désignées ci-dessus ne sera admise. Toute clause portée dans la documentation du Titulaire et contraire aux stipulations ou dispositions des pièces constitutives de l'accord-cadre, du bon de commande ou du marché subséquent, est réputée non-écrite.

L'énumération de la réglementation n'est donnée qu'à titre d'information. Elle ne peut constituer une énumération limitative, le Titulaire devant se référer à tous les règlements, lois, etc. afférents à sa spécialité.

2) CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION LIÉES A L'ACCORD-CADRE

2.1) Exclusivité des commandes

Le présent accord-cadre est conclu à titre exclusif entre le Maître d'Ouvrage et le Titulaire pour les prestations couvertes par l'accord-cadre. Ainsi, sauf dans les cas limitativement énumérés ci-dessous, le Maître d'Ouvrage s'engage à ne pas confier ces prestations à un prestataire extérieur en dehors du cadre du présent accord.

Concernant le cas spécifique des opérations relevant de plusieurs sites géographiques ; lorsqu'une opération concerne plusieurs sites géographiques (par exemple réfection de toitures sur des sites de Nancy et de Metz), et qu'un bon de commande couvre plusieurs zones, l'exclusivité de la commande est accordée au titulaire du lot correspondant à la zone où se situe la part majoritaire de la prestation à réaliser.

Par exception à l'exclusivité accordée, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de recourir à un prestataire extérieur dans les situations suivantes :

- Défaut de réponse du Titulaire :
 - Le Titulaire ne répond pas à une sollicitation pour un bon de commande dans le délai fixé par le Maître d'Ouvrage ;
 - Le Titulaire ne propose pas de prix nouveaux en cas de demande de chiffrage pour des prestations non prévues dans le bordereau des prix initiaux ;
 - Le Titulaire refuse l'application d'une des clauses de réexamen ;
 - Le Titulaire ne répond pas à une mise en concurrence dans le cadre d'un marché subséquent,
- Indépendance des missions pour une même opération : lorsqu'un marché subséquent a déjà désigné un prestataire pour la mission de contrôle technique ou de coordination SPS sur une opération déterminée, un bon de commande ultérieur ne peut pas être attribué au même Titulaire pour les prestations de contrôle technique ou de coordination SPS relatives à cette même opération.
- Faute du Titulaire : en cas de manquement du Titulaire à ses obligations, le Maître d'Ouvrage peut prendre l'une des décisions suivantes (cumulatives si besoin) :
 - Résilier le bon de commande ou le marché subséquent aux torts exclusifs du Titulaire ;
 - Résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs du Titulaire
 - Mettre en œuvre l'exécution aux frais et risques du Titulaire

Dans ces cas, le Maître d'Ouvrage pourra recourir à un prestataire extérieur sans que le Titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnisation et sans que cela ne remette en cause les autres engagements du Maître d'Ouvrage au titre du présent accord-cadre.

2.2) Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est fixée à 12 mois à compter de l'envoi de sa notification. Il est reconductible tacitement

3 fois par période de 12 mois, soit une durée maximale de 48 mois.

Le Titulaire de l'accord-cadre ne peut pas refuser la reconduction tacite ni prétendre au versement d'une indemnité dans le cas où le Maître d'Ouvrage décide expressément de ne pas reconduire l'accord-cadre.

Si le Maître d'Ouvrage décide de ne pas reconduire l'accord-cadre il informe le Titulaire dans un délai de 2 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre (date d'envoi de sa notification). Cette notification est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique ou papier, permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

2.3) *Durée des bons de commande ou des marchés subséquents*

La durée des bons de commande et des marchés subséquents est liée aux délais d'exécution des travaux auxquels ils se rattachent.

La durée des bons de commande ou des marchés subséquents commence à leur notification et se termine à la date de fin de la garantie de parfait achèvement des travaux, y compris en cas de prolongation. Elle s'achève donc lors de la levée de la dernière réserve dans le cadre de la réception des travaux.

2.4) *Délai(s) d'exécution des prestations*

2.4.1) Délais de remise des documents de la mission de contrôle technique

À défaut de précisions ou de délais spécifiques mentionnés au bon de commande ou au marché subséquent, pour les lots n°1 à 4, le Titulaire doit remettre les livrables afférents à la mission réalisée dans les délais indiqués au CCTP.

2.4.2) Délais de remise des documents de la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

À défaut de précisions ou de délais spécifiques mentionnés au bon de commande ou au marché subséquent, pour les lots n°5 à 8, le Titulaire doit remettre les livrables afférents à la mission réalisée dans les délais indiqués au CCTP.

2.5) *Modalités de commande*

Le processus de commande est entièrement dématérialisé via le profil acheteur PLACE, aucun autre mode de transmission n'est autorisé. Le projet de bon de commande et de marchés subséquents sont émis auprès du Titulaire par le profil acheteur PLACE uniquement, tout autre type d'envoi doit être refusé par le Titulaire. Le bon de commande ou le marché subséquent est notifié par le Maître d'Ouvrage via le profil acheteur PLACE.

Le Maître d'Ouvrage et le Titulaire signent électroniquement les pièces contractuelles et ces signatures sont conformes au règlement avec l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le bon de commande ou le marché subséquent notifié au Titulaire est impérativement signé par le Maître d'Ouvrage, tout bon de commande ou marché subséquent non signé ne doit pas être honoré par le Titulaire qui doit le notifier au Maître d'Ouvrage dans un délai de 5 jours à compter de l'envoi.

Il est à noter qu'une visite du site par le Titulaire peut revêtir un caractère obligatoire, préalablement à la remise de l'offre (bon de commande ou marché subséquent), selon l'appréciation du Maître d'Ouvrage qui le précise dans l'invitation à répondre. Le soumissionnaire ne peut prétendre à une indemnisation pour la réalisation de cette visite.

2.5.1) Modalités d'émission des bons de commande

Pour les lots n°1 à 3 et n°5 à 7, l'accord-cadre fixe des prix unitaires sur la base du bordereau des prix unitaires (BPU). Les bons de commande sont à l'initiative du Maître d'Ouvrage représenté par la personne habilitée à passer commande au sein de la DPI ou des entités.

L'émission d'un bon de commande suit les étapes suivantes :

- Le Maître d'Ouvrage transmet le projet de bon de commande au Titulaire via le profil acheteur PLACE.
- Le Titulaire dispose de 5 jours ouvrés à compter de l'envoi du projet de bon de commande par le Maître d'Ouvrage pour le retourner signé ou pour émettre des observations dans les conditions de l'article 1 du Chapitre 2 du présent CCAP.

En cas d'absence de retour du Titulaire, le Maître d'Ouvrage peut :

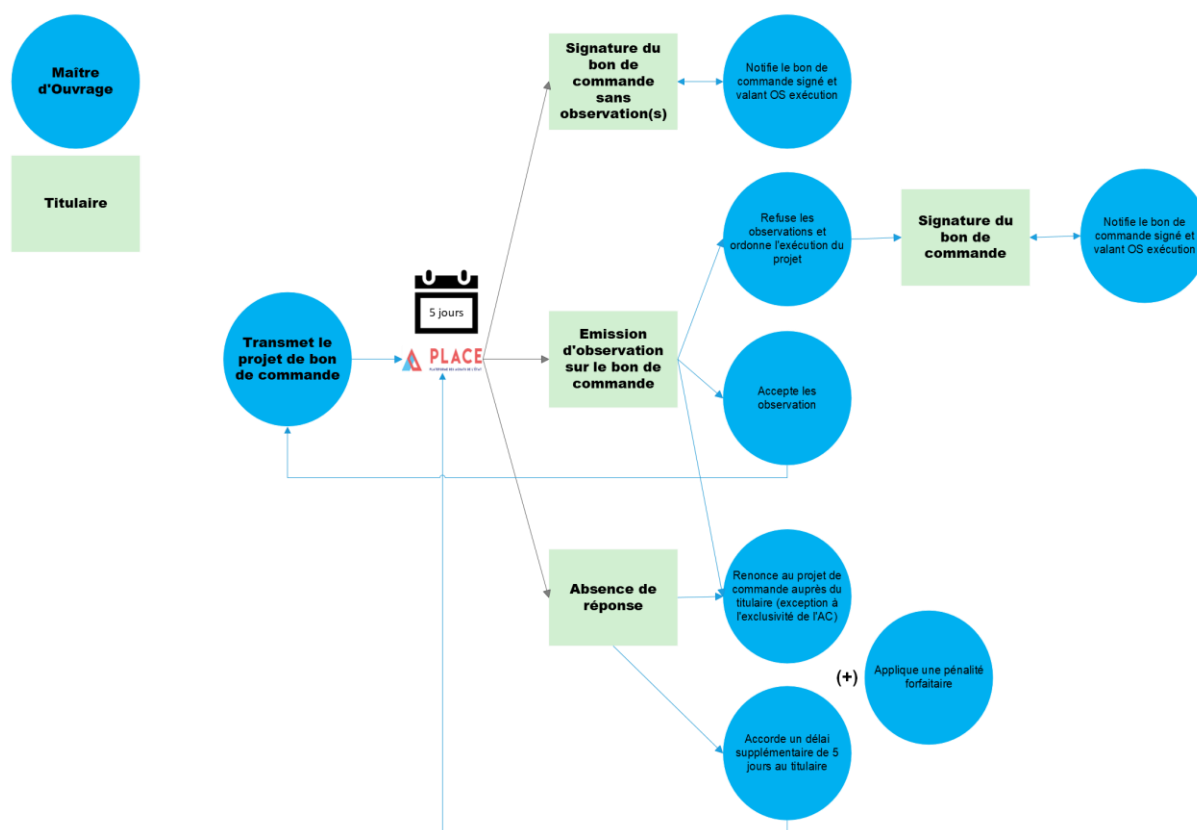
- Renoncer au projet de commande dans les conditions de l'article 2.1 – Exclusivité. Il notifie sa décision au Titulaire.
- Accorder un délai supplémentaire de 5 jours au Titulaire. Il notifie sa décision au Titulaire.
- Appliquer une pénalité forfaitaire prévue à l'article 18.3 – Pénalités et renoncer au projet de commande ou accorder un délai supplémentaire de 5 jours au Titulaire. Il notifie sa décision au Titulaire.
- Le Maître d'Ouvrage retourne via le profil acheteur PLACE le bon de commande signé et valant notification de la commande et valant ordre d'exécuter les prestations sauf mention contraire et expresse.

Le projet de bon de commande transmis au Titulaire précise a minima:

- Le type d'opération de travaux
- Le lieu de l'opération de travaux
- Le montant estimé de l'opération de travaux
- Les prestations à réaliser et les quantités

- Les délais spécifiques de réalisation de la mission le cas échéant
- Le montant des prestations par application des prix figurant au BPU
- Lorsque les intervenants sont connus, les personnes désignées maître d'œuvre, chargé de l'ordonnancement, du pilotage et de la coordination, de la mission de contrôle technique ou de coordination de la sécurité et de la santé.

EMISSION D'UN BON DE COMMANDE



2.5.2) Modalités d'émission d'un prix nouveau à un bon de commande

Pour les lots n°1 à 3 et n°5 à 7, toute prestation non prévue au bordereau des prix (BPU) doit faire l'objet d'un prix nouveau formalisé selon les phases suivantes :

- La demande de chiffrage du prix nouveau est adressée par le Maître d'Ouvrage auprès du Titulaire via le profil acheteur PLACE.
- Le Titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de l'envoi de la demande pour remettre son prix nouveau via le profil acheteur PLACE. En cas d'absence de retour du Titulaire, le Maître d'Ouvrage peut :
 - Renoncer au projet de commande dans les conditions de l'article 2.1 – Exclusivité. Il notifie sa décision au Titulaire.

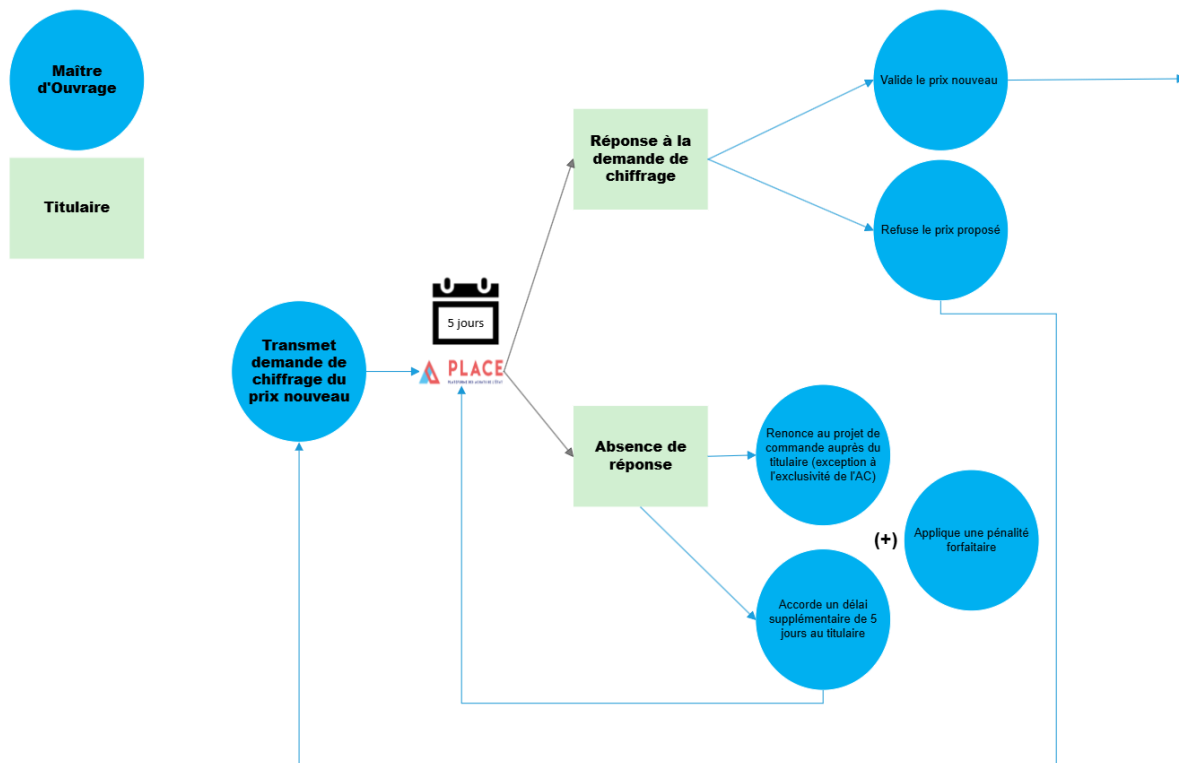
- Accorder un délai supplémentaire de 5 jours au Titulaire. Il notifie sa décision au Titulaire.
- Appliquer une pénalité forfaitaire prévue à l'article 18.3 – Pénalités et renoncer au projet de commande ou accorder un délai supplémentaire de 5 jours au Titulaire. Il notifie sa décision au Titulaire.
- Le Maître d'Ouvrage valide le prix nouveau au bordereau des prix unitaires.
Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de refuser le prix proposé. Dans ce cas, il peut demander un nouveau chiffrage au Titulaire, dans les mêmes conditions et délais, jusqu'à l'obtention d'un accord entre les parties ou, à défaut, renoncer à l'émission du bon de commande conformément aux dispositions de l'article 2.1 – Exclusivité de l'accord-cadre.
- Le Maître d'Ouvrage adresse le projet de commande comprenant le prix nouveau auprès du Titulaire via le profil acheteur PLACE.
- Le Titulaire dispose de 5 jours ouvrés à compter de l'envoi du projet de bon de commande par le Maître d'Ouvrage pour le retourner signé ou pour émettre des observations dans les conditions de l'article 1 du Chapitre 2 du présent CCAP.
- Le Maître d'Ouvrage retourne via le profil acheteur PLACE le bon de commande signé et valant notification de la commande et début des prestations sauf mention contraire et expresse.

Le projet de bon de commande transmis au Titulaire précise :

- Le type d'opération de travaux
- Le lieu de l'opération de travaux
- Le montant estimé de l'opération de travaux
- Les prestations à réaliser et les quantités
- Les délais spécifiques de réalisation de la mission le cas échéant
- Le montant des prestations par application des prix figurant au BPU
- Lorsque les intervenants sont connus, les personnes désignées maître d'œuvre, chargé de l'ordonnancement, du pilotage et de la coordination, de la mission de contrôle technique ou de coordination de la sécurité et de la santé.

Un prix nouveau peut, à l'initiative du Maître d'Ouvrage et via un avenant à l'accord-cadre, être ajouté définitivement au bordereau des prix unitaires et dans les conditions de l'article 2.7.4 – Clause de réexamen.

EMISSION D'UN PRIX NOUVEAU



2.5.3) Modalités de passation des marchés subséquents

2.5.2.1. Transmission de la demande du Maître d'Ouvrage

Pour les lots n°4 et 8, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence de tous les Titulaires. Le Maître d'ouvrage adresse aux Titulaires les informations sur les caractéristiques et l'ampleur de l'opération de travaux et des prestations à réaliser ainsi que les modalités d'exécution des prestations non fixées dans l'accord-cadre. Les Titulaires ne peuvent pas pratiquer un prix supérieur à celui renseigné lors de la mise en concurrence de l'accord-cadre.

Le projet de marché subséquent transmis aux Titulaires précise a minima :

- Le type d'opération de travaux
- Le lieu de l'opération de travaux
- Le montant estimé de l'opération de travaux
- Les prestations à réaliser et les quantités estimées
- Les délais spécifiques de réalisation de la mission le cas échéant
- Lorsque les intervenants sont connus, les personnes désignées maître d'œuvre, chargé de

l'ordonnancement, du pilotage et de la coordination, de la mission de contrôle technique ou de coordination de la sécurité et de la santé.

Le projet de marché subséquent mis en ligne via une consultation restreinte sur le profil acheteur PLACE comporte a minima les pièces suivantes :

- Un acte d'engagement
- Une décomposition du prix global et forfaitaire identifiant les lignes comportant des prix plafonds
- Un cahier des clauses techniques particulières au marché subséquent et précisant les délais spécifiques de réalisation de la mission le cas échéant et les prestations à réaliser
- Un descriptif du projet présentant :
 - Le type d'opération de travaux
 - Le lieu de l'opération de travaux
 - Le montant estimé de l'opération de travaux
- Un cadre de mémoire technique

Sur cette base, le Maître d'Ouvrage invite les Titulaires à établir une proposition technique et financière pour répondre au besoin.

Cette définition du besoin et demande de remise d'une offre technique et financière auprès de l'ensemble des Titulaires est réalisée par le Maître d'Ouvrage via le profil acheteur PLACE. Tout autre type d'envoi doit être refusé par les Titulaires.

2.5.2.2. Réponse des Titulaires

La demande fixe une date limite de réponse. Ce délai de réponse ne peut être inférieur à 15 jours. Les Titulaires font parvenir leur offre dans le délai imparti via le profil acheteur PLACE. Toute demande de précision sur la consultation ou les documents transmis par le Maître d'Ouvrage doit être adressée par le Titulaire avant la date de limite de remise des offres et via PLACE. Passé ce délai, il sera établi que le Titulaire a eu l'ensemble des informations nécessaires à la remise d'une offre complète.

L'offre financière transmise le Titulaire doit respecter les prix plafonds de son offre remise lors de la mise en concurrence de l'accord-cadre via les DQE. Les Titulaires peuvent proposer des prix inférieurs.

A défaut de précision dans le projet de marché subséquent, la remise d'offre variantée n'est pas autorisée. Si la présentation de variante est expressément autorisée, les Titulaires doivent répondre distinctement au marché

subséquent de base et selon une offre variantée. L'offre de base et l'offre variantée sont distinctes et autonomes. Elles comportent à minima un acte d'engagement valant marché subséquent, un cadre de décomposition du prix global et forfaitaire respectant les prix plafonds et un cadre de mémoire technique complété.

L'offre remise par le Titulaire doit être signée électroniquement.

2.5.2.3. Analyse des offres et désignation de l'attributaire

La négociation est interdite.

Les offres réceptionnées sur le profil acheteur PLACE sont analysées par le Maître d'Ouvrage selon les critères d'analyse des offres et les pondérations suivants ;

- Prix global et forfaitaire des prestations : 70 %
- Qualité de la méthodologie particulière d'exécution des prestations
 - Approche dans l'utilisation de matériaux biosourcés ou réemployés ou de toutes autres mesures permettant la mise en œuvre de considérations environnementales dans la réalisation des travaux : entre 0 et 30 %
 - Pertinence de la méthodologie démontrant la compréhension et la prise en compte des spécificités et enjeux de l'opération : entre 0 et 30 %

Le critère prix fait l'objet de la méthode de notation suivante : $\text{note} = (\text{prix le plus bas} / \text{prix de l'offre examinée}) \times \text{note maximum}$.

La méthode utilisée pour le calcul des notes techniques est la suivante : suite à l'appréciation des offres, une note est attribuée au critère et, le cas échéant, à ses sous-critères. Le soumissionnaire qui a obtenu la note du critère ou sous-critère la plus élevée se voit attribuer une note pondérée égale à la note maximale pouvant être obtenue. Les autres notes sont ensuite pondérées de la manière suivante (par critère ou sous-critère le cas échéant) :
(Note du critère obtenue par le soumissionnaire à noter / Note du critère la plus élevée) * base de notation

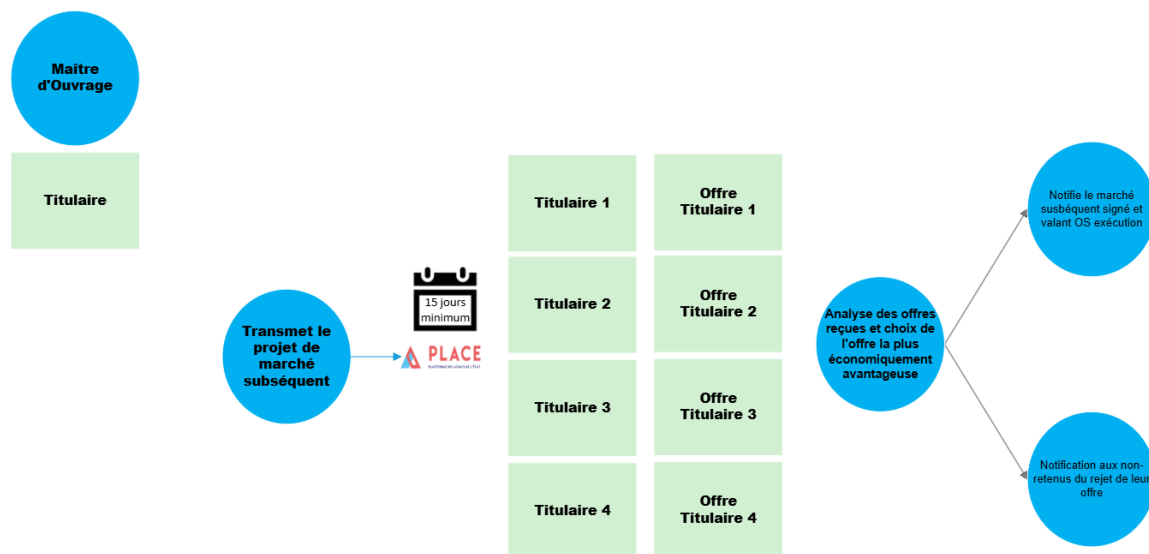
L'offre la plus économiquement avantageuse est attributaire du marché subséquent.

Dans l'hypothèse où il existe un lien de toute nature entre l'attributaire pressenti de la mise en concurrence pour la réalisation de la mission du marché subséquent et le Titulaire de la mission de contrôleur technique ou de coordination SPS pour la même opération, l'offre classée en deuxième position du classement établi par le Maître d'Ouvrage sera déclarée attributaire afin de garantir l'indépendance des intervenants sur l'opération.

Le Maître d'Ouvrage informe les non-retenus via le profil acheteur PLACE. L'attributaire reçoit la notification du marché subséquent signé par le Maître d'Ouvrage via PLACE. La signature du marché subséquent n'est pas soumise à un délai de suspension de signature.

Sauf mention expresse et contraire, la notification du marché subséquent vaut ordre de démarrer les prestations.

EMISSION D'UN MARCHÉ SUBSEQUENT



2.6) Conditions particulières d'exécution liées à la prise en compte d'objectifs de développement durable

Le Titulaire met en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter les objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

2.3.1. Clause sociale d'insertion par l'activité économique

Sans objet.

2.3.2. Conditions d'exécution à caractère environnemental

Le contrat comporte des obligations environnementales détaillées ci-dessous.

Incitation et facilitation au recours à des exigences environnementales dans la conception et l'exécution des travaux

Le titulaire s'engage à jouer un rôle actif dans la mise en œuvre d'une démarche environnementale en facilitant et en incitant l'ensemble des parties prenantes du chantier à adopter des pratiques en faveur du réemploi des matériaux, du recours à des matériaux biosourcés ou encore à la gestion optimisée des déchets.

À ce titre, lors des réunions de coordination et de planification, le titulaire propose des solutions techniques et organisationnelles facilitant l'utilisation de ces matériaux, dans le respect des contraintes réglementaires et des exigences de sécurité.

Il assure un suivi des fiches techniques et certifications environnementales des matériaux utilisés, en lien avec la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage.

Le titulaire doit anticiper et proposer des dispositions organisationnelles pour faciliter le stockage temporaire et le tri des matériaux réutilisables sur site. Il propose des zones de stockage adaptées et favorise la mutualisation des espaces de stockage pour les matériaux en attente de réemploi. Il s'assure également que la logistique de chantier permet une circulation efficace des matériaux tout en réduisant les nuisances environnementales.

Tout particulièrement, le Coordonnateur SPS doit veiller à ce que les solutions de stockage et de gestion des matériaux ne créent pas de risques pour la sécurité des travailleurs.

Le titulaire intègre dans les réunions de chantier un point régulier sur la gestion et la valorisation des déchets, en rappelant les bonnes pratiques et les exigences réglementaires.

Réduction des émissions de gaz à effet de serre et amélioration de la qualité de l'air

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire s'engage en faveur de cette action en limitant ses émissions de gaz à effet de serre.

Pour l'application de ces stipulations, le Titulaire établit sur demande du Maître d'Ouvrage un rapport afin d'identifier les émissions de gaz à effet de serre induites par l'exécution de l'accord-cadre. Ce rapport fait apparaître les principaux postes émetteurs et leurs proportions respectives. Il met en évidence des stratégies de réduction des émissions et il est assorti d'un plan d'actions présenté au Maître d'Ouvrage. Le Titulaire met en place un système de collecte des informations nécessaires à la réalisation de ce bilan détaillé.

Sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales : le Titulaire s'engage à sensibiliser l'ensemble de ses intervenants concernés aux problématiques environnementales susceptibles d'être rencontrées dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Pour l'application de ces stipulations, le Titulaire est chargé :

- D'identifier les problématiques environnementales en lien avec l'exécution de l'accord-cadre;

- De mettre en place les actions afin de sensibiliser ses différents intervenants ;
- De rendre compte au Maître d'Ouvrage des problématiques identifiées et des actions mises en œuvre pour les résoudre.

2.7) Clause de réexamen

2.7.1. Disparition de l'indice de révision des prix

Le changement d'indice fait l'objet d'un acte modificatif conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique. Il produit son effet à la date d'introduction de la nouvelle série et peut donc avoir un effet rétroactif pour le calcul de la révision de prix.

A défaut d'indice de remplacement unique ou de coefficient de raccordement, les parties utilisent l'indice le plus proche sur proposition du Maître d'Ouvrage, et après l'accord du Titulaire. La formule de calcul de la révision est identique à celle prévue au présent document. En cas de désaccord, la formule de révision est neutralisée et l'accord-cadre continue de s'exécuter à prix ferme non actualisable.

2.7.2. Modification de la composition du groupement

En cas de modification de la composition du groupement, par dérogation à l'article 3.5.4. du CCAG-PI, la défaillance du mandataire doit faire l'objet d'un remplacement. Dans le cas décrit à l'article 5 du Chapitre 2, en cas d'accord du Maître d'Ouvrage, le changement de composition du groupement fait l'objet d'une modification du contrat dans les conditions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique.

2.7.3. Atteinte du montant maximum de l'accord-cadre

Chaque lot de l'accord-cadre est conclu avec un montant maximum. Si ce montant maximum est atteint avant l'échéance prévue du contrat, renouvellement compris, le Maître d'Ouvrage peut, en fonction des besoins persistants de l'Université et dans le respect des règles de la commande publique, activer la présente clause de réexamen afin de procéder à une réévaluation du montant maximum.

La réévaluation du montant maximum ne peut intervenir que dans les cas suivants :

- une consommation effective du montant maximum initialement prévu, démontrée par des éléments objectifs et par l'existence d'une nécessité de poursuivre l'exécution des prestations couvertes par l'accord-cadre ;

- l'existence de besoins supplémentaires non prévisibles au moment de la conclusion de l'accord-cadre, sans pour autant constituer une modification substantielle du marché au sens des articles R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- l'impossibilité d'assurer la continuité du service public ou la satisfaction des besoins essentiels de le Maître d'Ouvrage par un autre moyen, sans pour autant remettre en cause les principes de libre accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures.

Lorsque l'une des conditions précitées est remplie, le Maître d'Ouvrage peut engager une discussion avec le titulaire de l'accord-cadre pour envisager un avenant modifiant le montant maximum, dans la limite d'une augmentation de 20% du montant maximum initial du lot concerné. Si un avenant est signé, le nouveau montant maximum est applicable à compter de sa date d'entrée en vigueur.

A défaut, l'accord-cadre est résilié par anticipation sans indemnité au profit du titulaire. Le Maître d'Ouvrage informe le titulaire s'il initie une nouvelle procédure de passation conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

2.7.4. Prix nouveau au bordereau unitaire des prix

Lorsque l'exécution de l'accord-cadre nécessite l'adaptation du bordereau des prix unitaires (BPU), notamment en raison de la récurrence de prestations faisant l'objet de prix nouveaux conformément à l'article 2.5.2, le Maître d'Ouvrage met en œuvre la présente clause de réexamen. Il peut ainsi intégrer définitivement un ou plusieurs prix nouveaux au BPU par voie d'avenant à l'accord-cadre.

Le maître d'ouvrage applique cette clause dans les conditions suivantes :

- La prestation concernée par le prix nouveau a été sollicitée à au moins deux reprises, démontrant ainsi son caractère récurrent et nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre.
- L'ajout du prix au BPU ne modifie pas substantiellement le marché, au sens des articles R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique, notamment en ce qu'il ne bouleverse pas l'équilibre économique de l'accord-cadre au bénéfice du titulaire. À ce titre, le Maître d'Ouvrage veille à ce que la mise en œuvre de cette clause ne remette pas en cause les obligations de mise en concurrence ni l'objet du marché. Toute modification substantielle nécessitant une redéfinition des prestations ou une remise en concurrence fait l'objet d'une nouvelle procédure de passation en dehors du champ d'application de l'accord-cadre.

Lorsque ces conditions sont réunies, le Maître d'Ouvrage notifie au titulaire son intention d'intégrer le prix nouveau au BPU et sollicite sa validation du projet d'avenant dans un délai de 10 jours ouvrés via le profil acheteur PLACE. Le titulaire signe en retour l'avenant et le retourne via le profil acheteur PLACE.

L'avenant intégrant le prix nouveau et signé par le Maître d'Ouvrage fait l'objet d'une notification formelle via le profil acheteur PLACE. Dès sa notification (date d'envoi via le profil acheteur PLACE), le prix s'applique à l'accord-cadre.

En cas de désaccord persistant ou de refus du titulaire d'intégrer le prix nouveau, le Maître d'Ouvrage peut renoncer à l'intégration du prix nouveau et alors bénéficier d'un cas d'exclusion au principe d'exclusivité de l'accord-cadre dès lors que ce prix nouveau fait partie du besoin. Dans le cas d'un désaccord persistant, le Maître d'Ouvrage peut également résilier l'accord-cadre de manière anticipée pour le(s) lot(s) concerné(s) sans indemnité au profit du titulaire.

2.7.5. Variation des quantités au-delà des aléas normalement prévisibles d'un bon de commande

Lorsque l'exécution d'un bon de commande d'un des lots 5 à 7, les aléas de l'opération amènent à une variation en plus de 25 % des inspections communes par rapport aux quantités estimées au bon de commande initial et rendue globales et forfaitaires par la notification du bon de commande, le Titulaire peut solliciter le Maître d'Ouvrage pour la formalisation d'un bon de commande complémentaire. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de refuser l'émission d'un bon de commande complémentaire si les aléas relèvent des aléas classiques d'exécution.

CHAPITRE 2 : CLAUSES GENERALES

1) ORDRES DE SERVICE ET PROJETS DE COMMANDE

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-PI, lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service, d'un bon de commande ou d'un marché subséquent qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au Maître d'Ouvrage dans un délai de 5 jours à compter de la date d'envoi sous peine de forclusion.

Lorsque le Titulaire émet des observations sur le projet de commande ou de marché subséquent, le Maître d'Ouvrage peut :

- Accepter les observations et transmettre un nouveau projet prenant en compte les observations du Titulaire en reprenant les étapes et délais depuis le début
- Refuser les observations et ordonner l'exécution du projet lorsque le projet est conforme au cahier des charges de l'accord-cadre : le Titulaire signe le bon de commande tel qu'ordonné par le Maître d'Ouvrage sous un délai de 5 jours
- Renoncer à l'émission de la commande dans les conditions de l'article 2.1 – Exclusivité.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG-PI, le démarrage des prestations peut être ordonné dans un délai supérieur à six mois à compter de la notification de l'accord-cadre, du bon de commande ou du marché subséquent sans que le Titulaire ne puisse refuser d'exécuter l'ordre de service de démarrage des prestations.

Ces communications entre le Titulaire et le Maître d'Ouvrage sont exclusivement adressées via le profil acheteur PLACE.

2) REALISATIONS DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R2122-7 le Maître d'Ouvrage peut passer un ou plusieurs marchés de services similaires à un marché subséquent sans publicité ni mise en concurrence préalables avec le Titulaire. Ces nouveaux marchés peuvent être conclus dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent marché subséquent.

En cas de marché de prestations similaires le Titulaire est consulté sur la base d'un descriptif technique des travaux envisagés par le Maître d'Ouvrage et des prestations intellectuelles afférentes et remet une offre de prix cohérente avec celle du marché subséquent.

Est considérée comme une prestation similaire une prestation se rapportant à une même opération de travaux. Les

prestations rattachées à une opération de travaux distincte font l'objet d'une remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre.

3) AFFERMISSEMENT DES TRANCHES

Dans le cas où le marché subséquent ou le bon de commande comporte des tranches optionnelles, l'affermissement des tranches optionnelles est conditionné par la disponibilité des crédits, la poursuite de l'opération de travaux et par la bonne réalisation des tranches fermes et de la tranche optionnelle précédente le cas échéant.

Il n'est pas prévu d'indemnité d'attente ou de dédit.

L'affermissement d'une tranche optionnelle est notifié au Titulaire par ordre de service.

La durée de validité des tranches optionnelles est fixée à 48 mois suivant la notification du marché subséquent ou du bon de commande. Passé ce délai, les tranches optionnelles non affermies ne pourront l'être qu'après accord expresse du Titulaire.

4) CONTINUITÉ DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET INTERLOCUTEUR UNIQUE

Le Titulaire désigne un chargé d'affaire, interlocuteur unique, chargé du suivi global de la prestation, objet de l'accord-cadre puis du bon de commande ou du marché subséquent qui lui est notifié. Le Titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'accord-cadre la même personne physique que celle présentée dans son offre.

Toutefois, il peut y avoir plusieurs intervenants dédiés à l'exécution du lot ainsi que des suppléants, la présente clause s'appliquant à l'ensemble de ces personnes qui sont intuitu personae dédiées à l'exécution du contrat.

Par dérogation aux articles 3.4.2 et 3.4.3 du CCAG-PI, le Titulaire a l'obligation de communiquer dans les 8 jours au Maître d'Ouvrage suivant le fait générateur, toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre, du bon de commande ou du marché subséquent telle que, notamment, l'identité de la ou des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, ainsi que tout changement affectant les personnes chargées d'affaires et en charge de l'exécution de l'accord-cadre ou susceptibles d'affecter son exécution.

Dans cette hypothèse, le Titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des prestations, dans les mêmes conditions de qualité et de délai, en affectant au poste concerné un nouvel intervenant chargé

d'affaire ou suppléant ayant un niveau de qualification et d'expérience au moins équivalent au précédent. Un procès-verbal de passation de consignes et des documents est rédigé et signé par les personnes physiques concernées.

Par dérogation à l'article 3.4.3, le Maître d'Ouvrage a la possibilité, dans un délai de 60 jours à compter de la réception de l'information, et si les conditions ci-dessus ne sont pas remplies, de refuser la proposition et de demander une nouvelle proposition dans le même délai.

En cas de manquements répétés ou d'insatisfaction persistante dans l'exécution de la mission par l'un des intervenants dédiés, signalés par le Maître d'Ouvrage à travers plus de trois mises en demeure, celui-ci peut exiger son remplacement. Le Titulaire dispose alors d'un délai de 8 jours pour proposer un nouvel intervenant chargé d'affaire ou suppléant possédant des qualifications ainsi qu'une expérience équivalentes à celles du précédent. Le Maître d'Ouvrage peut refuser cette proposition et demander une nouvelle candidature dans le même délai.

Si le Titulaire n'est manifestement plus en capacité d'accomplir en termes de qualité et/ou de délai la prestation, le Maître d'Ouvrage peut résilier pour faute l'accord-cadre, le bon de commande ou le marché subséquent.

5) GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du Maître d'Ouvrage jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

Le mandataire ou un autre membre du groupement n'est recevable à demander le paiement des prestations qu'il a personnellement exécutées que si une répartition des tâches entre les membres du groupement est fixée dans l'acte d'engagement ou dans une éventuelle annexe.

En cas de groupement, tous les membres sont solidairement responsables des désordres et font donc l'objet d'une réparation solidaire, sous réserve que les désordres soient au moins en partie imputables, compte tenu de la nature et de l'étendue de la mission, à chacun des membres.

En cas de modification de la composition du groupement, par dérogation à l'article 3.5.4. du CCAG-PI, la défaillance du mandataire doit faire l'objet d'un remplacement. Les co-traitants peuvent proposer au Maître d'Ouvrage un nouveau mandataire parmi eux ou recourir à un nouveau cotraitant ou à la sous-traitance. Si la défaillance du groupement concerne un autre membre du groupement, le remplacement de ce membre n'est pas obligatoire, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage en ce sens. Quelle que soit la solution retenue et le type de co-traitant

défaillant, ce nouveau membre co-traitant ou mandataire doit être soumis à validation du Maître d'Ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la défaillance du co-traitant ou mandataire. En cas d'accord du Maître d'Ouvrage, cette modification fait l'objet d'un avenant.

Dans tous les cas, à défaut de trouver un tiers capable de se subsister au co-traitant ou mandataire défaillant, l'accord-cadre est résilié pour faute et exécuté au frais et risques du groupement.

6) SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 à R.2191-21 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros T.T.C.

Le Titulaire n'est autorisé à sous-traiter les prestations, objet de l'accord-cadre, qu'à la condition d'avoir obtenu du Maître d'Ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter la totalité d'un bon de commande ou d'un marché subséquent.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché subséquent ou du bon de commande aux frais et risques du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants éventuels et tout autre représentant de sa société se soumettent aux obligations figurant dans le présent CCAP, tant en ce qui le concerne qu'à ses salariés.

Le Titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses modifications éventuelles au Maître d'Ouvrage lorsque celui-ci en fait la demande.

7) ARRÊT D'UN BON DE COMMANDE OU D'UN MARCHÉ SUBSEQUENT EN COURS D'EXECUTION

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des missions décrites au CCTP du lot et dans les conditions de l'article 22 du CCAG-PI.

Le Maître d'Ouvrage peut notamment arrêter l'exécution d'un bon de commande ou d'un marché subséquent dans un des cas suivants et sans que cette liste ne soit exhaustive :

- Au terme de chaque élément de mission de l'opération relevant de la phase conception ;
- À l'issue de la phase conception ;

- Au terme de chaque élément de mission de l'opération relevant de la phase exécution ;
- En cas de consultation de marchés de travaux déclarée sans suite ;
- En cas de résiliation du ou des marchés de travaux.

Cette décision est notifiée au Titulaire et donne lieu à la résiliation du marché sans indemnité au profit du Titulaire.

8) PILOTAGE DU MARCHE ET REUNIONS AVEC LE MAÎTRE D'OUVRAGE

8.1) Réunions avec le représentant du Maître d'Ouvrage

Les réunions avec le Maître d'Ouvrage dues par le Titulaire sont celles indiquées au CCTP. Ces réunions sont obligatoires pour valider les missions correspondantes.

Cependant, le Maître d'Ouvrage souhaite dérouler la prestation et notamment des phases d'études par itérations successives afin d'éviter toute lenteur. De ce fait, des points techniques moins formels sont faits entre le Titulaire et le représentant du Maître d'Ouvrage tout au long de la mission. Cela fait partie intégrante de la mission de conseil et d'accompagnement de la part du Titulaire et ne saurait faire l'effet d'un surcoût.

8.2) Comptes rendus des réunions

Pour toutes les réunions avec le Maître d'Ouvrage. Le Titulaire transmet dans un délai indiqué au CCTP :

- les livrables demandés dans ces réunions ;
- les présentations diffusées en réunion ;
- le compte rendu de la réunion et le relevé de décision qu'il diffuse aux participants.

9) FORMAT DES LIVRABLES

L'ensemble des livrables établis par le Titulaire est entièrement rédigé en français.

Tous les livrables sont transmis sous forme de fichiers informatiques modifiables (pas d'impression écran, PDF ou photo pour les tableaux) et éditables (Word, Powerpoint, ...etc.) y compris concernant les documents sous tableur (Excel).

À des fins autant écologiques que de facilité de diffusion, le Maître d'Ouvrage souhaite privilégier un rendu des livrables pendant la mission uniquement sous format dématérialisé.

Cependant, en fin de chaque élément de mission, les livrables sont également transmis au format papier en 1 exemplaire sur demande du Maître d'Ouvrage.

10) UTILISATION DES RESULTATS

Les droits afférents aux résultats sont concédés pour les seuls besoins découlant de l'objet de l'accord-cadre et tels que définis au CCAG-PI. Le prix de cette concession est forfaitairement compris dans le montant de l'offre du Titulaire.

Les tiers désignés sont les services dépendants de l'Université de Lorraine et de ses composantes en France métropolitaine, départements et territoires d'outre-mer, Communauté Européenne, Pays hors Communauté Européenne.

11) ASSURANCES

Les polices d'assurances doivent prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité. Le Titulaire s'assure pour sa responsabilité civile et professionnelle.

Pour les ouvrages soumis à l'obligation légale d'assurance mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, le Titulaire de la mission de contrôleur technique souscrit à une assurance décennale pour chaque bon de commande ou marché subséquent.

Il s'engage à obtenir des assureurs la renonciation à toute application de règle proportionnelle.

Le Titulaire s'engage à obtenir de ses cotraitants ou sous-traitants la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-avant.

Le Titulaire s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

En cas de décision du Maître d'Ouvrage de souscrire une garantie tout risque chantier au profit de l'ensemble des intervenants, un avenant modifie le présent CCAP et fixe le montant de la franchise absolue qui est applicable au Titulaire et qui constitue le plafond de garantie de son marché individuel.

En cas de décision du Maître d'Ouvrage de souscrire une police unique de chantier « Marché collectif de responsabilité décennale », un avenant modifie le présent CCAP et fixe le montant de la franchise absolue qui est applicable au Titulaire et qui constitue le plafond de garantie de son marché individuel. Le Titulaire s'engage à adhérer à la police ainsi souscrite par le Maître d'Ouvrage auquel il donne mandat pour négocier les clauses et souscrire pour son compte.

Par dérogation à l'article 9 du CCCAG-PI, durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation et pour chacun des membres du groupements ou sous-traitant le cas échéant, sur demande du Maître d'Ouvrage et dans un délai de 5 jours à compter de l'envoi de la demande.

12) DEONTOLOGIE

Le Titulaire et ses intervenants (co-traitants ou sous-traitants) réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Le Titulaire s'engage à éviter toute situation de conflit d'intérêts susceptible d'affecter l'exécution impartiale et objective du présent contrat. Un conflit d'intérêts est caractérisé dès lors qu'un intérêt personnel, financier, professionnel ou toute autre situation compromettant l'indépendance du Titulaire peut influencer l'exercice de ses missions.

Le Titulaire déclare, à la date de signature du contrat, qu'aucune situation de conflit d'intérêts ne le concerne directement ou indirectement, notamment en raison de liens personnels, familiaux, professionnels ou financiers avec le Maître d'Ouvrage, ses agents ou des tiers impliqués dans le projet.

Le Titulaire garantit qu'aucune décision ou recommandation qu'il pourrait formuler dans l'exécution de l'accord-cadre n'est influencée par des intérêts personnels ou extérieurs au contrat.

Le Titulaire s'engage à ne pas intervenir dans l'exécution de l'accord-cadre lorsque cela pourrait bénéficier directement ou indirectement à une entité ou une personne avec laquelle il entretient un lien de nature à compromettre son indépendance.

Il s'engage, pendant toute la durée de l'accord-cadre, à informer immédiatement le Maître d'Ouvrage par écrit de toute situation pouvant constituer un conflit d'intérêts et à proposer les mesures correctives nécessaires pour y remédier.

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire).

Tout manquement à ces obligations est susceptible d'engager la responsabilité du Titulaire et de faire procéder à une résiliation pour faute de l'accord-cadre.

13) CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL

Il est convenu entre les parties que toutes les informations communiquées par le Maître d'Ouvrage au Titulaire et/ou toutes celles obtenues dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre sont réputées de nature confidentielle et ne peuvent être utilisées par le Titulaire que pour les besoins de l'accord-cadre.

En conséquence, le Titulaire s'engage et se porte garant pour l'ensemble de son personnel à respecter le caractère confidentiel de ces informations.

Dans le cadre de cette prestation, les parties à l'accord-cadre peuvent être amenées à échanger des informations, notamment des données à caractère personnel qui doivent être protégées.

Ces données personnelles concernent notamment les étudiants, les partenaires de l'opération ou les employés du Maître d'Ouvrage et sont des informations non limitatives de type : nom, adresse, mail ou numéro de téléphone.

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions suivantes :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seules finalités qui font l'objet du bon de commande ou du marché subséquent, avec interdiction de commercialiser les données confiées par le Maître d'Ouvrage ;
- Traiter les données conformément aux instructions documentées du Maître d'Ouvrage. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou des textes légaux ou réglementaires nationaux relatifs à la protection des données, il en informe immédiatement le Maître d'Ouvrage ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'accord-cadre, notamment lors de la rédaction des comptes-rendus ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Si le Titulaire fait appel à un autre sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il respecte la procédure d'agrément du sous-traitant par le Maître d'Ouvrage ainsi les engagements sur la protection des données ;
- Le droit d'information, issu du règlement européen, est réalisé par le Maître d'Ouvrage. Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider le Maître d'Ouvrage à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement

et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au représentant du Maître d'Ouvrage ;

- Le Titulaire notifie au Maître d'Ouvrage toute violation de données à caractère personnel dès qu'il en a connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Maître d'Ouvrage, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente ;
- Le cas échéant, le Titulaire aide le Maître d'Ouvrage pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité décrites dans son offre et à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- Le Titulaire communique au Maître d'Ouvrage le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données personnelles ;
- Le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Maître d'Ouvrage ;
- Le Titulaire met à la disposition du Maître d'Ouvrage la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections par un employé du Maître d'Ouvrage ou par un autre auditeur mandaté ;
- Le Titulaire s'engage à ne pas transférer de données en dehors de l'Union européenne.
- Au terme de la prestation, le Titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel existantes dans son système d'information ou dans sa documentation.

14) PRIX DU MARCHE

14.1) *Forme et modalités de variation des prix*

14.1.1. Lots n°1 à 3 et n°5 à 7

Prix unitaires du bordereau des prix : prix révisables annuellement.

Les prix du bordereau des prix unitaires sont révisables.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres de l'accord-cadre. Ce mois est appelé mois zéro.

Les prix du bordereau des prix unitaires sont révisés annuellement par l'application d'un coefficient C_n calculé selon la formule suivante :

$$C_n = 15\% + 85\% (I_n/I_0)$$

I_n = valeur de l'index au mois de révision des prix

I_0 = valeur de l'index au mois zéro

L'index de référence est ING Ingénierie (Identifiant 001711010 site INSEE).

Aucune révision provisoire n'est effectuée : la révision s'opère annuellement à la date anniversaire du contrat (date de notification initiale de l'accord-cadre) sur la base de la dernière valeur publiée de l'index. Les prix révisés sont invariables durant la période d'application de la formule.

Le Titulaire est responsable de l'initiative de la révision des prix. À ce titre, il transmet au Maître d'Ouvrage, 15 jours avant la date anniversaire de l'accord-cadre, un bordereau des prix révisés sous format Excel. Ce document doit inclure notamment trois colonnes distinctes : le prix avant révision, le coefficient de révision et le prix révisé applicable pour la nouvelle période. En complément, il fournit également le détail du calcul du coefficient de révision, en précisant les index retenus.

Si le Titulaire ne transmet pas le bordereau des prix révisés au Maître d'Ouvrage, les prix initiaux restent en vigueur jusqu'à ce qu'il prenne l'initiative d'envoyer un bordereau révisé. Cette transmission tardive n'a pas d'effet rétroactif et s'applique uniquement aux bons de commande et marchés subséquents émis après sa réception par le Maître d'Ouvrage.

Prix global et forfaitaire du bon de commande : prix ferme et non actualisable.

Les bons de commandes sont établis sur la base du projet de bon de commande à prix unitaire, la signature par les parties du projet de commande vaut validation des quantités estimatives et passation d'un bon de commande à prix global et forfaitaire ferme et non actualisable.

Le montant de la rémunération du bon de commande est indépendant de la durée du chantier, du coût définitif des travaux, du nombre de réunions ou interventions telles que prévues au CCAP et CCTP.

Seules les nouvelles demandes d'études ou travaux supplémentaires entraînant des missions complémentaires et à l'initiative du Maître d'Ouvrage font l'objet d'un bon de commande supplémentaire.

14.1.1. Lots n°4 et 8

Prix plafonds du bordereau des prix : prix fermes et non actualisables.

Les prix du BPU sont fermes et non actualisable et servent de référence pour les prix plafonds applicables à la remise en concurrence des Titulaires.

Prix global et forfaitaire des marchés subséquents : prix révisable mensuellement.

Les marchés subséquents sont passés à prix global et forfaitaire. Les prix des marchés subséquents sont révisables mensuellement.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres du marché subséquent. Ce mois est appelé mois zéro.

Les prix du bordereau des prix unitaires sont révisés mensuellement par l'application d'un coefficient C_n calculé selon la formule suivante à chaque acompte présenté par le titulaire:

$$C_n = 15\% + 85\% (I_n/I_0)$$

I_n = valeur de l'index au mois de révision des prix (=date de réalisation de la prestation)

I_0 = valeur de l'index au mois zéro

L'index de référence est ING Ingénierie (Identifiant 001711010 site INSEE).

Aucune révision provisoire n'est effectuée : la révision s'opère à la date de transmission de la situation sur la base de la dernière valeur publiée de l'index.

Conformément à l'article 11.3.2, le Titulaire est responsable de l'initiative de la révision des prix. À ce titre, il transmet au Maître d'Ouvrage lors de la transmission de sa situation le détail de calcul de la révision de son prix. A défaut, le Maître d'Ouvrage ne fait pas application de la clause de révision des prix pour la situation présentée.

Les bons de commandes sont établis sur la base du projet de bon de commande à prix unitaire, la signature par

les parties du projet de commande vaut validation des quantités estimatives et passation d'un bon de commande à prix global et forfaitaire ferme et non actualisable.

Le montant de la rémunération du bon de commande est indépendant de la durée du chantier, du coût définitif des travaux, du nombre de réunions ou interventions telles que prévues au CCAP et CCTP.

Seules les nouvelles demandes d'études ou travaux supplémentaires entraînant des missions complémentaires et à l'initiative du Maître d'Ouvrage font l'objet d'un bon de commande supplémentaire.

15) AVANCE

Pour chaque bon de commande ou marché subséquent, sans renonciation expresse du Titulaire, une avance est versée dans les conditions des articles R2191-3 et suivants du Code de la commande publique et notamment lorsque le montant initial du bon de commande ou du marché subséquent est supérieur à 50 000 euros HT et lorsque sa durée est supérieure à 2 mois.

L'option A de l'article 11.1 du CCAG-PI est retenue : lorsque le Titulaire est une petite ou moyenne entreprise, le taux de l'avance est fixé à 20%. Dans les autres cas le montant de l'avance est fixé à 5%.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire, au titre du marché subséquent ou du bon de commande, atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées. Ce remboursement est terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

Dans le cas où l'acte d'engagement d'un marché subséquent prévoit un pourcentage d'avance plus élevé que celui prévu au présent CCAP le Titulaire bénéficie de ce taux d'avance plus favorable.

Le remboursement de l'avance s'opère dans les conditions fixées aux articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique et étant précisé que pour les avances supérieures à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché subséquent ou du bon de commande, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au Titulaire et débute lorsque le montant des prestations exécutées atteint 60% du montant toutes taxes comprises du marché subséquent ou du bon de commande.

Dans le cas d'une avance supérieure à 30%, il est demandé au Titulaire la constitution d'une garantie à première demande pour le versement de l'avance. Le cas échéant, il n'est pas accepté de substitution de la caution bancaire

par une caution personnelle et solidaire.

16) ACOMPTES

Le règlement des sommes dues au Titulaire fait l'objet d'acomptes mensuels au fur et à mesure de l'avancement de la mission du bon de commande ou du marché subséquent et dans les limites indiquées ci-après :

Mission impliquant la production d'un livrable par le Titulaire soumis à validation du Maître d'Ouvrage :

- à réception du livrable par le Maître d'Ouvrage : 80%
- à validation du livrable par le Maître d'Ouvrage (et après les éventuelles reprises demandées) : 20%.

Mission impliquant la production d'un livrable par le Titulaire non soumis à la validation du Maître d'Ouvrage: le règlement s'effectue à la production du livrable par le titulaire.

Mission non liée à la production d'un livrable par le Titulaire : le règlement s'effectue sur demande d'acompte du Titulaire, en cohérence avec le cadre de prix et sous réserve de l'acceptation du Maître d'Ouvrage, en fonction de l'avancement des travaux et de la mission concernée.

En cas de cotraitance, la signature du projet d'acompte par le mandataire vaut pour le ou les cotraitants acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement.

En cas de sous-traitance, si le Titulaire qui a conclu la déclaration de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Pour le versement du solde, le Titulaire adresse un projet de décompte à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement, prolongée le cas échéant.

17) MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le Maître d'Ouvrage de la mise à disposition de la facture sur le portail.

L'utilisation de ce portail nécessite la création d'un compte gratuit par le Titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Les codes obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de l'Université de Lorraine via CHORUS PRO sont :

SIRET de l'Université de Lorraine : 130 015 506 00012

CODE SERVICE obligatoire : UL1AVECEJ

Numéro d'Engagement juridique (EJ) obligatoire : numéro de bon de commande SIFAC communiqué par le Maître d'Ouvrage lors de la notification du bon de commande ou du marché subséquent (4500 suivi de 6 chiffres).

Les sommes dues au(x) Titulaire (s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Dans le cas de groupements conjoints, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations à condition d'avoir joint la répartition des paiements à l'acte d'engagement. Dans le cas contraire, il est dérogé à l'article 12.1.1 du CCAG-PI et le paiement se fait sur un compte unique ouvert au nom du mandataire du groupement.

Dans le cas des groupements solidaires, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement et à condition d'avoir joint la répartition des paiements à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance et à la sous-traitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-PI.

Chaque demande comportera le compte rendu d'avancement de la mission considérée ainsi que le pourcentage d'avancement de son exécution. Si besoin, un mémoire justifie les sommes auxquelles prétend le Titulaire.

18) PENALITES

Les pénalités revêtent un caractère automatique : elles sont applicables sur simple constat et jusqu'au

paiement du solde du bon de commande ou du marché subséquent. Les pénalités n'ont donc pas à apparaître dans les décomptes pour être valables.

Dans le cas d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire ou d'un groupement solidaire, les pénalités sont appliquées à chaque co-traitant pour la part d'exécution de prestation qui lui revient selon la répartition des paiements indiquée au Maître d'Ouvrage.

En l'absence de répartition des paiements, il appartient au mandataire du groupement d'appliquer les termes de la convention privée de groupement pour procéder à la répartition des pénalités selon les responsabilités supposées de chacun des membres du groupement.

Dans le cas d'une sous-traitance, la pénalité pour des prestations sous-traitées est appliquée à l'entreprise principale, titulaire de l'accord-cadre.

18.1) Pénalité de retard dans la transmission des livrables

Par dérogation à l'article 13.2 du CCAG-PI, la date d'expiration du délai d'exécution est la date d'admission par le Maître d'Ouvrage du livrable ou de réception de celui-ci s'il n'est pas soumis à sa validation. Les comptes-rendus de réunion sont considérés comme des livrables dans le cadre des calculs de pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.2.4 du CCAG-PI, les pénalités de retard sont applicables sur simple constat et sans mise en demeure préalable adressée au Titulaire par le Maître d'Ouvrage.

Par dérogation à l'article 14.2.3 du CCAG-PI, une pénalité forfaitaire est appliquée en cas de retard dans l'exécution des prestations. Une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de retard est appliquée.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant des pénalités de retard ne peut excéder 20% du montant HT du bon de commande ou du marché subséquent.

Dans le cas où le délai d'exécution des missions précisé dans l'offre du Titulaire est plus court que la durée d'exécution maximum indiquée présent CCAP les pénalités de retard sont calculées selon l'engagement pris par le Titulaire dans son offre.

En cas de retard supérieur à 30 jours, le Maître d'Ouvrage peut résilier le bon de commande ou le marché subséquent pour faute du Titulaire et /ou exécuter à ses frais et risques la mission.

18.2) Pénalité pour absence de livrables

En cas de non remise d'un des livrables suivants dans les délais contractuels, une pénalité forfaitaire de 200 euros

par absence et par livrable est appliquée sur simple constat et sans mise en demeure préalable adressée au Titulaire par le Maître d'Ouvrage :

- Rapport Initial de Contrôle Technique
- Relevé de Vérification Réglementaire Après Travaux
- Le rapport Final de Contrôle Technique
- Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé
- Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage

Cette pénalité est cumulable avec la pénalité de retard et est indépendante de l'application d'une réfaction comme prévue au CCAG-PI.

En cas de livrable(s) remis mais ayant fait l'objet de demande(s) de correction(s) par le Maître d'Ouvrage et pour lesquelles le Titulaire n'apporte pas de réponse(s) ou modification(s) dans le délai indiqué par le Maître d'Ouvrage dans cette demande, le livrable est considéré comme manquant et la pénalité forfaitaire s'applique et une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des malfaçons est appliquée sur la demande de paiement correspondante.

18.3) Pénalité pour défaut de participation à l'accord-cadre

Si le Titulaire ne soumet pas d'offre, transmet une offre hors délai, propose une offre irrégulière notamment en ne respectant pas les prix plafonds ou informe le Maître d'Ouvrage de son renoncement à la consultation, une pénalité forfaitaire de 1 000 euros HT est appliquée sans mise en demeure préalable.

18.4) Pénalité pour défaillance dans l'application des clauses spécifiques d'exécution environnementale

Une pénalité est appliquée en cas de défaillance du Titulaire dans l'application des clauses de développement durable.

Une pénalité forfaitaire de 500 euros HT par manquement constaté, sans mise en demeure préalable, est applicable par le Maître d'Ouvrage.

18.5) Pénalité pour méconnaissance de la réglementation applicable au traitement des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation applicable au traitement des données à caractère personnel, une pénalité forfaitaire de 1 000 euros par faute est appliquée sur simple constat et sans mise en demeure préalable adressée au Titulaire par le Maître d'Ouvrage.

19) DECISION D'ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION OU DE REJET

Conformément à l'article 28.1 du CCAG-PI, la décision par le Maître d'Ouvrage d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des livrables ou missions intervient dans un délai de 2 mois à compter de la réception du document ou de la fin d'exécution de la mission.

Par dérogation à l'article 29.1, le silence gardé par le Maître d'Ouvrage ne vaut pas admission tacite d'un livrable ou de la mission. De même, le silence gardé où la décision expresse d'admission ne vaut pas ordre de commencer l'élément de mission qui suit.

L'achèvement de la mission est formalisé par une décision expresse prise à la demande du Titulaire, conformément aux dispositions de l'article 29 du CCAG-PI. Cette décision atteste du respect par le Titulaire de l'ensemble de ses obligations. Il est précisé que, par dérogation à l'article 29.1, l'absence de réponse du Maître d'Ouvrage ne vaut pas admission tacite. Le Titulaire ne peut soumettre le solde final qu'après l'intervention de cette décision.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, la présence du Titulaire n'est pas nécessaire aux éventuelles opérations de vérification, le Maître d'Ouvrage ne lui notifie donc pas les dates et heures des opérations de vérification.

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG-PI, lors d'une décision de réfaction prise par l'acheteur et en cas de contestation du titulaire, le silence gardé par l'acheteur vaut rejet des observations présentées et ne vaut donc pas acceptation des observations présentées et admission sans réfaction.

20) LITIGES

Le Maître d'Ouvrage et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend rencontré dans l'exécution de l'accord-cadre. Une réunion de négociation visant à remédier au différend est obligatoirement organisée par la partie demandeuse avant tout recours.

En cas de recours gracieux du Titulaire auprès du Maître d'Ouvrage, le silence gardé dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande de recours gracieux vaut refus tacite du Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire dispose d'un délai de deux mois à partir de la décision expresse du Maître d'Ouvrage ou de son refus tacite pour exercer un recours auprès du tribunal compétent. Passé ce délai, le Titulaire renonce à l'exercice de tout recours contentieux concernant l'objet de son recours gracieux.

Le tribunal administratif compétent est le Tribunal Administratif de Nancy.

21) EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Dans le cas de prestations non conformes, de défaillance du Titulaire, de retard dans l'exécution des prestations, le Maître d'Ouvrage, avant toute exécution aux frais et risque, met le Titulaire en demeure de remédier aux défaillances constatées dans un délai approprié aux désordres.

Si, à l'expiration de ce délai, le Titulaire ne peut assurer la résolution de cette défaillance, le Maître d'Ouvrage recourt à l'exécution au frais et risques du Titulaire.

Les pénalités applicables à la défaillance constatée s'appliquent au Titulaire.

22) RESILIATION DU MARCHE

En cas de manquement répété ou grave du Titulaire, le Maître d'Ouvrage peut résilier l'accord-cadre, le bon de commande ou le marché subséquent pour faute du Titulaire dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI sans indemnité pour le Titulaire.

Si le Titulaire ne soumet pas d'offre, transmet une offre hors délai, propose une offre irrégulière notamment en ne respectant pas les prix plafonds ou informe le Maître d'Ouvrage de son renoncement à la consultation et que l'une de ces situations se présente plus de 5 fois au cours de la période de validité de l'accord-cadre (renouvellement compris), celui-ci est résilié pour faute dans les conditions prévues à l'article 39 c) du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 39.2 aucune mise en demeure préalable ne sera obligatoirement adressée au Titulaire avant résiliation pour faute.

Dans le cas d'une résiliation pour faute du Titulaire, le Maître d'Ouvrage se réserve également le droit d'appliquer l'article L2141-7 du Code de la commande publique lors de la procédure de mise en concurrence d'un futur accord-cadre de même objet ou de toute autre mise en concurrence portant sur le même objet que le présent accord-cadre.

En cas de perte de l'agrément ou de la qualification nécessaire à la réalisation de la mission du Titulaire, l'accord-cadre est résilié sans indemnité.

En complément de l'article 39 du CCAG-PI, le Maître d'Ouvrage peut résilier pour faute du Titulaire et sans indemnité dans les cas suivants :

- Dans le cas d'un retard dans la remise d'un livrable supérieur à 90 jours ;

- En cas de dépassement d'un plafond de pénalités applicables.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG-PI, le Titulaire ne peut demander la résiliation pour ordre de service tardif.

Par dérogation à l'article 36 du CCAG-PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Titulaire n'a pas droit à une indemnité de résiliation. Le Titulaire a droit à être indemnisé de la part des frais et investissements engagés qui n'auraient pas été pris en compte dans le montant des prestations payées. Il incombe au Titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du contrat.

La résiliation de l'accord-cadre n'entraîne pas la résiliation des marchés subséquents ou bons de commande en cours d'exécution.

Concernant les lots n°5 et 10, la résiliation de l'accord-cadre pour un Titulaire ne vaut pas résiliation pour l'ensemble des Titulaires.

23) DEROGATIONS

Il est dérogé aux articles du CCAG-PI en ce qui concerne les clauses indiquées ci-dessous :

- Article 1.4 - Chapitre 1 - déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI : ordre de priorité
- Article 2.7.2 - Chapitre 1 - déroge à l'article 3.5.4 du CCAG-PI : modification du groupement d'entreprises
- Article 1 - Chapitre 2 - déroge aux articles 3.8.2 et 3.8.3 du CCAG-PI : ordre de service
- Article 4 - Chapitre 2 - déroge aux articles 3.4.2 et 3.4.3 du CCAG-PI : continuité des prestations
- Article 5 Chapitre 2 - déroge à l'article 3.5.4 du CCAG-PI : défaillance du mandataire
- Article 11 – Chapitre 2 - déroge à l'article 9 du CCAG-PI : assurances
- Article 17 – Chapitre 2 - déroge à l'article 12.1.1 du CCAG-PI : règlement des comptes
- Article 18.1 - Chapitre 2 - déroge aux articles 13.2, 14.2.2, 14.2.3 et 14.2.4 du CCAG-PI : pénalités
- Article 18.6 - Chapitre 2 – déroge aux articles 14.2.3 et 14.2.4 du CCAG-PI : pénalités
- Article 19 - Chapitre 2 – déroge aux articles 28.5, 29.1 et 29.3 du CCAG-PI : admission des prestations
- Article 22 - Chapitre 2 - déroge aux articles 3.8.3, 36 et 39.2 du CCAG-PI : résiliation